

Jeudi 04 juillet 2019 : 10h-11h

Le dialogue interculturel vecteur du « vivre-ensemble » interreligieux

Nayla TABBARA, directrice de l'Institut de la citoyenneté et de la gestion de la diversité, Adyan, Fondation pour la diversité, la solidarité et la dignité humaine, Liban.

Quel agenda pour le dialogue interculturel ?

Le dialogue interculturel et interreligieux n'est pas une fin en soi. Autant qu'il soit important pour briser les chaînes de l'ignorance et de la peur et faire descendre les murs de l'incompréhension et de la méfiance, le dialogue est un préalable pour sa finalité : la responsabilité sociale, nationale, voire planétaire partagée.

De l'éthique planétaire de Hans Kung, au document de la Fraternité Humaine signé par le Pape François et l'Imam d'Al Azhar Ahmad al Tayyeb, en passant par les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, il y a une prise de conscience d'une part que la diversité est une richesse et non un problème, et d'autre part, que le monde appelle les différentes religions, ethnies, cultures de sortir de leur confessionnalisme et de s'ouvrir aux autres pour œuvrer ensemble au bien commun.

Ainsi, au-delà du dialogue, il est deux modalités que nous prions à la fondation Adyan, Fondation libanaise pour la diversité, la solidarité et la dignité humaine, cofondée en 2006, par des membres libanais chrétiens et musulmans, et qui a pour mission de valoriser la diversité religieuse et culturelle dans ses dimensions conceptuelles et pratiques, et de promouvoir la coexistence et la gestion de la diversité entre les individus et les communautés, sur les plans social, politique, éducatif et spirituel.

La première modalité est celle de l'engagement commun, que nous appelons la Responsabilité sociale des religions, car les religions, bien avant les entreprises, ont le devoir de la responsabilité sociale pour toute la société et non seulement pour leurs adeptes respectifs. Cette modalité passe du face à face à un même rang, où tous les protagonistes se placent pour œuvrer ensemble pour le bien commun. La seconde est la citoyenneté inclusive de la diversité, comme cadre et finalité de ce travail commun.

À travers des exemples concrets du travail de la Fondation à ces deux niveaux, je présenterai les horizons et les enjeux d'un agenda social et concret du dialogue interculturel et interreligieux, qui vise non seulement le bien vivre-ensemble, mais aussi le bien commun.